

LE PARTENARIAT...Vu à travers quelques affiches

sommaire :

A l'origine : aider ceux qui ont faim

affiche 1963 : "aidons-les"

De l'assistance à la coopération

affiches 1966 : "Eux et nous ensemble"

"contre la faim , pour le développement, partageons"

"Ensemble pour un développement intégral"

affiche 1976: "la terre est à tous: l'organiser ensemble"

Des acteurs à part entière

affiche 1986: "avec le CCFD soutenir leurs projets de développement"

Des agents efficaces de transformation sociale

affiche 1988 : "le développement, ça s'apprend"

Une pleine reconnaissance

affiches 2010-2011: "le Sud mérite mieux que nos clichés"

1963



à l'origine : aider ceux qui ont faim

Une africaine pile le mil, bébé sur le dos : deux personnages pas bien gras qui nous fixent de leurs grands yeux. A l'arrière plan, le paysan plié en deux, la houe tenue à pleines mains, s'affaire au labour. Au graphisme anguleux répond un épais lettrage rouge vif qui proclame : « ils ont faim ... AIDONS LES ».

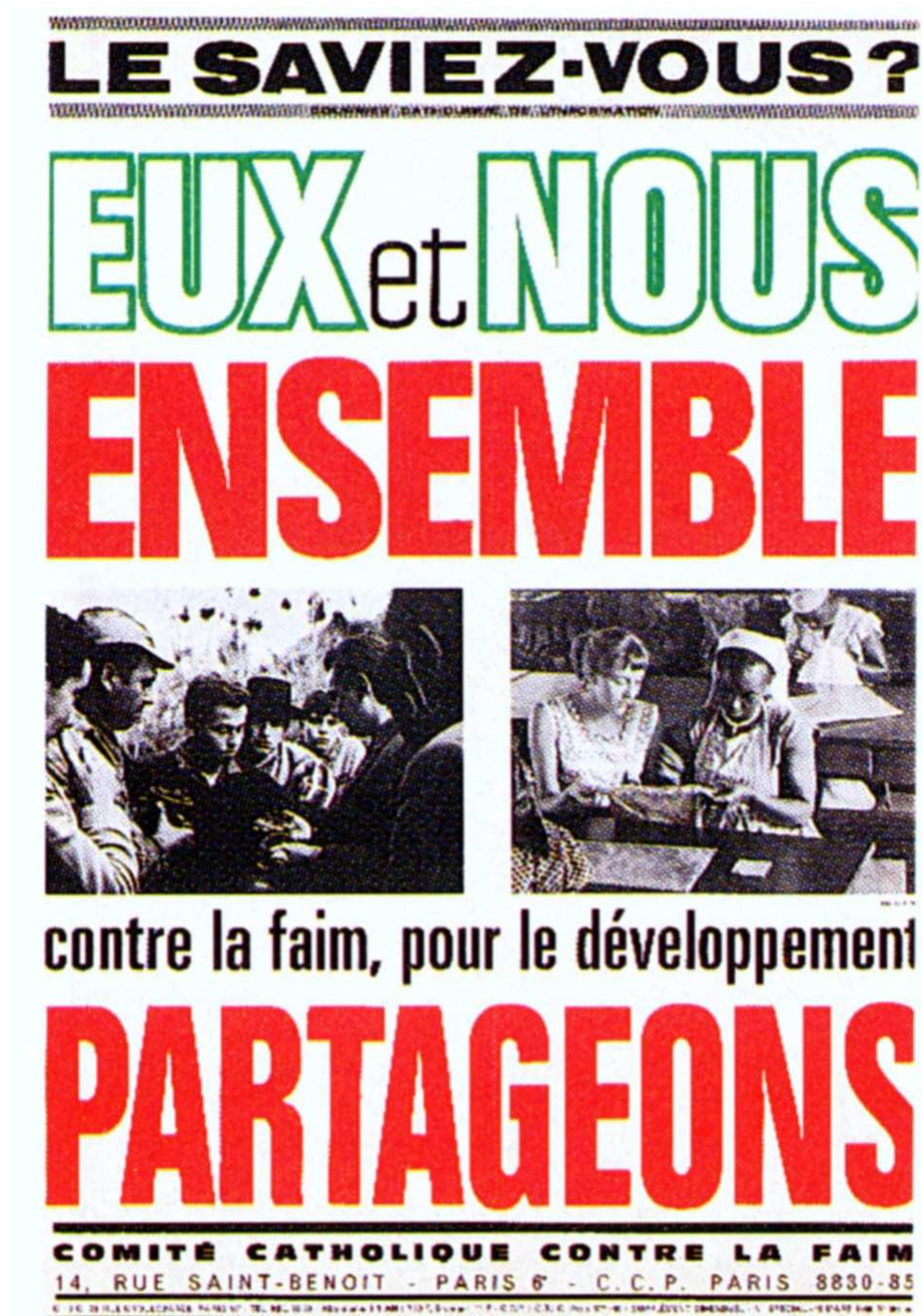
Cette **affiche de 1963** concrétise l'engagement des catholiques de France dans la campagne internationale de la FAO contre la faim, confirmé par la création en juin 1961 d'un Comité catholique Contre la Faim (CCCF) qui fédère les efforts et les espérances de 15 mouvements et services d'Eglise.

L'affiche sollicite d'abord la *sensibilité* du public ; elle vise le cœur plus que la raison. Peut être même témoigne-t-elle d'une conception encore étroite du travail à réaliser : la tonalité celle du secours ou de l'assistance à personne en danger. « **L'aide** » reste par nature dissymétrique, même si l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France (ACA) a d'emblée recommandé « *d'éviter tout paternalisme* » en « *associant au mieux les populations autochtones* ».

La scène présentée sur l'affiche ne s'écarte guère des « images reçues » sur l'Afrique des savanes. Elle comporte toutefois une part de vérité : de fait, l'agriculture africaine demeure largement dépendante de l'énergie humaine ; oui, dans « l'Afrique des greniers », se nourrir, c'est bien « manger la boule » de mil. Et piler est toujours une tâche féminine : avec le portage des objets sur la tête et des bébés sur le dos, c'est même « un de ces gestes primordiaux qui disent, dans leur simplicité, la mission nourricière que la tradition ancestrale assigne aux femmes » (R. Pourtier).

Choix normal aussi à l'époque, dans la mesure où la majorité des projets aidés par le CCCF concerne l'Afrique et le secteur agricole. Cela répond d'ailleurs aux vœux de l'A.C.A qui accorde alors une priorité explicite aux pays d'Afrique Noire d'expression française ; on mesure là le poids des *liens déjà établis* autant que le souci d'éviter la dispersion des efforts. Les premières demandes adressées au Comité en 1961-1962 émanent d'ailleurs de ce continent ; souvent portées par des missionnaires ou des diocèses locaux, elles recouvrent tout un bric-à-brac de projets agricoles, sanitaires ou éducatifs.

1966



De l'assistance à la coopération

En fait, la perspective d'une véritable association entre les parties prenantes a rapidement cheminé au sein du CCCF : elle est *entrée dans le discours des mouvements* qui le composaient bien avant de se traduire dans les images, les affiches et les

campagnes de communication. Elle repose d'abord sur l'idée que les uns emploient leurs biens pour procurer aux autres « les moyens qui leur permettront de *s'aider eux mêmes et de se développer* » ; première esquisse du principe de « **souveraineté** » du partenaire.

La première **affiche de 1966** juxtapose encore « eux » et « nous » ; toutefois le mot « ensemble », écrit en grandes majuscules rouges corrige cette asymétrie. Pour être bien comprise, l'invitation au partage ne doit pas être interprétée seulement en termes de générosité individuelle ou d'appel à la charité...

1966/2



La seconde affiche 1966 en fait explicitement « *un devoir de justice* » : les biens de la terre sont destinés à tous les peuples, et « tous les hommes ont le droit d'avoir une part suffisante de biens pour eux-mêmes et leur famille » (*Gaudium et spes*, 1966)

Au sein même du Comité, la rhétorique de « l'aide » a très tôt cédé le pas aux notions **d'entraide et de coopération**. Dès 1964, le secrétaire général du Comité ne dit pas autrement : « *Quand nous rendons compte aux gens, nous ne sommes pas dans une position de bienfaiteurs. Nous sommes, vis-à-vis des peuples du tiers monde dans une position coopérante* ». Coopérer, mais avec qui ? Question cruciale, puisqu'elle va guider le choix de ceux qu'on appellera bientôt des « partenaires ».

Après de vigoureux débats se dessinent quelques options. Les réalisations s'étendront bien à *d'autres continents* que l'Afrique : l'Asie et l'Amérique du Sud retiennent l'intérêt. Pour éviter d'en limiter la portée, le soutien ne sera pas exclusivement réservé aux seules initiatives confessionnelles –de diocèse à diocèse, de catholiques à catholiques. Il ne

se cantonnera pas non plus à des « micro-réalisations » ponctuelles et limitées dans le temps qui risqueraient d'établir un échange unilatéral et superficiel.

Enfin- point essentiel- s'imposait le choix d'une procédure satisfaisante pour trier les demandes, évaluer les projets et dégager des priorités nettes. Le temps était venu de se donner des *critères de choix* explicites, articulés à des objectifs clairs.

Très vite il est acquis que « *seul un organisme national, regroupant des responsables de mouvements qui circulent [sur d'autres continents] et qui y ont des correspondants attirés et compétents, peut apprécier sérieusement l'intérêt et l'urgence relative des projets innombrables qui lui parviennent et avoir une politique 'cohérente.'* ».

A partir de 1964, les projets passent au crible des prescriptions d'une commission technique nationale. Ils sont notamment estimés à l'aune de leur pouvoir « *démultiplicateur* » ; à ce titre ils doivent « *donc se situer dans une perspective institutionnelle ou publique, insérés dans un plan d'ensemble, tant du point de vue de la durée qu'à celui de l'implantation territoriale, et cela à tous les niveaux, du plan local au plan international* ».

Les vignettes choisies pour **l'affiche de carême 1966** - la première à se réclamer du développement- paraissent ouvrent d'autres horizons. Pas de grosses mécaniques comme la moissonneuse -batteuse de l'affiche 1964. Est-ce bien nécessaire au demeurant ? Après tout, là où les conditions humaines et écologiques s'y prêtent, un simple attelage ne fait-il pas déjà merveille, qui suffit à ramener à 4 jours le labourage d'un hectare, qui à la main en exigerait 40 ?

Les images suggèrent en outre d'autres enjeux, comme l'accès à l'eau et la maîtrise hydraulique, ou encore le savoir faire traditionnel des paysanneries : pourquoi ne pas faire davantage crédit à leur fine connaissance du milieu et des espèces végétales ? Reconnaître aussi que l'intégration de la nouveauté n'est pas forcément conforme à nos attentes occidentales, quand l'usage des engrais ou de la culture attelée sont interprétés en Afrique Noire dans une logique générale de culture extensive : parade à la réduction des temps de jachère, extension des cultures plutôt qu'amélioration des façons.

Autre scène révélatrice: cette discrète photographie d'un stage de formation, à gauche de l'affiche. Dès 1964, les soutiens se répartissent entre 85 projets qui concernent autant des organismes de formation initiale ou professionnelle que l'aide matérielle à l'équipement de base ou technique.

Cette connexion très tôt établie entre éducation et développement fait sans doute écho aux idées de l'économiste François Perroux : le développement ,dit-il ,c'est "*la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent aptes à faire croître cumulativement et durablement son produit réel*".

1976

LA TERRE EST A TOUS



La maîtriser avec tous, l'organiser ensemble



Comité Catholique contre la FAIM

et pour le DEVELOPPEMENT

éditions STEP 900.99.30 - R.C. 70 B 159 photos Almasy, Houzel, Hubert, Sauvageot, Scoupe

réf. 105

«Ensemble» , pour un « développement intégral »

Entrer dans un « partenariat » , c'est donc choisir et financer des projets inscrits dans une optique de transformation globale et dans la durée, définis et réalisés par des groupes en charge de « *se développer eux-mêmes* » et souverains dans l'action. Le mot « *partenaire* » lui-même a sans doute été emprunté aux Canadiens de « *Développement et Paix* » que le CCFD rencontre *au début des années 1970* au sein d'un regroupement international d'organisations catholiques de solidarité (Cidse).

Son emploi sanctionne le passage déjà amorcé d'une relation « donateur/bénéficiaire » à une relation entre des associés conçus comme différents mais égaux. Il confirme aussi un partage des tâches que Dom Helder Camara appelait déjà de ses vœux : « *c'est chez vous que tout commence. Changez les choses chez vous pour qu'elles puissent changer chez nous. Et de cela nous nous chargerons* »... **Ici** : informer ou alerter, convaincre l'opinion publique, mobiliser des ressources matérielles et intellectuelles. **Là-bas** : faire confiance à « *ceux qui sur le terrain mènent les projets à bien* » (Ph. Farine, premier président laïc du Comité, 1967-1977).

Ce sont donc des partenaires que montrent à l'œuvre les 9 vignettes photographiques de **l'affiche de 1976**. Neuf visages d'hommes et de femmes, qui représentent plus qu'eux-mêmes : des associations ou des communautés locales, aussi bien religieuses que laïques, engagées au quotidien dans le développement rural. Des Africains, certes, puisque ce continent regroupe encore les deux tiers des projets, mais pas seulement : 21 % des projets concernent l'Amérique latine et l'Asie (7%) n'est pas ignorée.

L'affiche est signée : « comité catholique contre la faim et **pour le développement** » (CCFD). Ce changement de sigle survenu en mars 1966 consacre tout un cheminement vers une conception plus étoffée du travail à accomplir. La réflexion sur la faim – la nature du phénomène et ses causes - s'est approfondie ; elle intègre d'autres éléments de la réalité des « pays du Tiers Monde » (tels que l'organisation économique et sociale) et prend en compte les « facteurs externes » de la situation, particulièrement les déséquilibres des relations entre pays riches et pauvres. Cette analyse globale conduit le Comité à identifier le développement comme remède à la faim.

« L'art du développement » consistera donc à liquider *toutes* les caractéristiques du sous-développement, par un effort volontariste et concerté sur ses symptômes et surtout sur ses causes.

Il y a quelque chose de cela dans l'affiche de 1976, qui garde une tonalité optimiste et confiante dans les modes de développement en vogue à l'époque. Ce qui retient ici l'attention, c'est moins la mosaïque des photos -qui renvoie à des aspects concrets saisis en divers continents- que le texte qui l'accompagne : « **maîtriser** (la terre) **avec tous, l'organiser ensemble** ».

Maîtriser, organiser, c'est encore dans l'esprit du temps. Pour le CCFD, c'est dans la logique de la définition du développement *intégral* et *harmonisé* qu'il a définitivement adoptée : intégral « en ce sens qu'il doit tendre à répondre à la totalité des besoins humains pour toutes les catégories de population » ; harmonisé « du fait qu'il suppose une conjonction optimale d'opérations, les unes relevant de l'Etat et des collectivités publiques subordonnées, les autres de l'initiative privée ».

faim

**avec
le ccfd
soutenons
leurs projets
de développement**

LA TERRE EST À SOUS

CCFD

COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT

4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris - Tél. 42 61 51 60 C.C.P. 18 249 74 Y Paris

018 8-1000-10000 Photo: "Globe Images" - Tél.: 105-86

REAGIR 10000-10000

Des acteurs à part entière

Le partenariat suppose l'autonomie de chacun des partenaires . **L'affiche de 1986** confirme s'il en était besoin que la qualification du partenaire du Sud n'est pas pure exécution de directives venues d'ailleurs, loin s'en faut. Si le développement rural demeure la clef de la lutte contre la faim et la pauvreté, ainsi que le dit l'image, le texte attire l'attention sur une capacité d'initiative qui dépasse les tâches pratiques ou subalternes. « *Soutenons **leurs projets** de développement* », dit clairement que la conception des projets appartient aux intéressés.

Cette conviction répond à une exigence *d'efficacité et de légitimité* : les partenaires sont les mieux à même de comprendre et de résoudre les problématiques locales, et leur stratégie, validée par la « base » de l'organisation, ne saurait être imposée de l'extérieur.

Ce respect de la souveraineté implique un **dialogue** confiant et une certaine **réciprocité**, chacun acceptant de se laisser interpeller par l'autre. La mise en place d'une telle relation et de structures durables demande du temps : l'engagement commun suppose donc une certaine durée ; le partenariat est compagnonnage.

Dans le contexte de l'époque, l'affiche peut être reçue comme une critique implicite des projets ponctuels construits et livrés par des bailleurs de fonds plus directifs, et parfois enlisés dans une vision péjorative des paysanneries du Tiers Monde (jugées trop passives). Mais son propos n'est pas d'abord d'opposer de manière oblique la sagacité des uns à la maladresse des autres !

D'ailleurs la critique des projets venus « d'en haut » et de leurs issues incertaines n'autorise pas à conclure à la totale inutilité de ces actions...

Il n'est pas rare en effet que des paysans « récupèrent » l'initiative sur les décombres de projets initialement perçus comme « une affaire de Blancs », pour en sauver ce qui leur semble compatible avec leurs pratiques sociales. Ces formes de réappropriation paysannes ont sans doute invité les ONG de développement à privilégier les « dynamiques du bas », afin de rendre culturellement accessibles et socialement acceptables des changements qui ne se limitent plus à la livraison de « paquets technologiques » tout faits.

1988



LE DÉVELOPPEMENT ÇA S'APPREND.

CCFD
4, rue Jean Lantier, 75001 PARIS

RAP 105-88



Comité **C**atholique contre la **F**aim et pour le **D**éveloppement

Des agents efficaces de transformation sociale

Cette humanité reconnue pour ce qu'elle est, et capable de se prendre en main, éclate sur **l'affiche de 1988**. Sur fond de bord de mer habité et de ciel immense et bleu, un pêcheur indien ou bangladaï, rayonnant de santé, fier de son travail, brandit son filet bien rempli. La scène établit une connivence avec le lecteur par sa référence évidente à une célèbre formule : aider quelqu'un à se nourrir, ce n'est pas lui donner chaque jour un poisson, mais lui apprendre à pêcher.

Pourquoi pas un pêcheur d'ailleurs, puisque des millions de gens fondent leur pitance quotidienne sur le poisson. Et pourquoi pas une image asiatique, puisque l'élargissement des horizons du CCFD amorcé dans les années soixante se poursuit durablement, au point que la répartition des dépenses en 2009 ramène la part africaine à 38%, devant l'Asie Occidentale (20%) et l'Amérique Latine (16%).

« *Le développement ça s'apprend* », donc. Mais pas comme une leçon, administrée par « quelqu'un qui sait mieux » : tant de projets ont échoué pour avoir « oublié que l'acteur du développement n'est pas un banal 'facteur de production' mais un homme ou une femme, dans un contexte spécifique de savoirs, de valeurs, et d'*habitus* ».

Concrètement, « apprendre le développement », c'est s'exercer à démêler tout un écheveau d'effets, de causes et de conséquences. Ainsi -pour en rester à l'exemple de la pêche- quand le partenaire français a contribué à procurer les filets ou à réparer les barques, reste à savoir comment pourvoir à l'entretien du matériel. Et comment sera vendu le surcroît de production, et à quel prix ? Convient-il alors de s'associer en coopérative ? Plus encore : faut-il instruire les enfants dans le même métier, ou leur ouvrir d'autres horizons en construisant une salle de classe ? Mais les parents peuvent-ils se passer d'eux pour les menus travaux ? Et qui paiera durablement l'enseignant ?

« Apprendre le développement », c'est donc affronter dans un contexte spécifique des questions pratiques qui invitent à s'organiser encore davantage... Aussi le « *partenaire de choix* » apparaît -t-il souvent comme une organisation socialement enracinée et capable d'analyses globales, plutôt que limitée à de simples compétences techniques.

Dans le cadre du partenariat, le CCFD aussi apprend... Il redécouvre chaque année l'importance de ces dynamiques sociales et ne cesse de se colleter à la complexité. Ainsi, « quand il faut pérenniser un mode de financement autonome, surmonter l'hostilité d'une tradition à tout changement, mobiliser un milieu social réprimé, favoriser une minorité ethnique persécutée, contraindre les intérêts d'une industrie qui cherche à s'approprier des ressources indispensables à la vie d'une région ...» (Thierry Brésillon).

Le CCFD apprend la patience : tendre vers un développement économique et social sans cesse en chantier, c'est labourer avec constance le champ d'un quotidien sans éclat ; le contraire même de l'action humanitaire alors en pleine expansion, qui travaille dans l'urgence sur des objectifs limités mais fortement médiatisés.

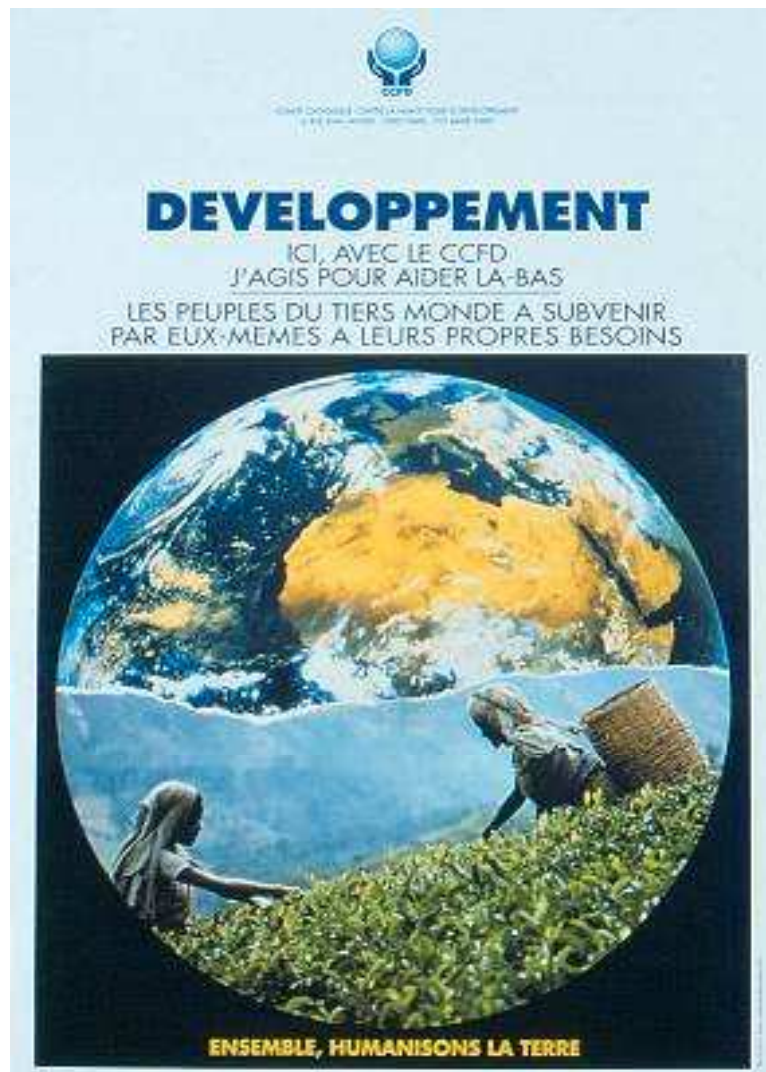
C'est à la même époque (début des années 1990) que le CCFD re-précise les critères de sélection des projets soutenus.

« *En premier lieu* », explique Marc Berger (directeur du département Projets de 1992 à 2002), un projet doit « *répondre à une demande sociale* ». Plus encore, il faut qu'il « *soit un moteur de transformation sociale* ». Tout cela appelle un partenaire collectif en relation avec la société civile, capable d'appréhender toutes les facettes d'une croissance qui n'est pas purement économique et qui doit bénéficier au plus grand nombre.

« *Le troisième critère* » est celui d' « *une convergence d'intérêt* » en sorte que la coopération réponde à des attentes mutuelles.

Enfin est mis en avant « *le partage de valeurs communes* » : elles ne sont « *pas nécessairement chrétiennes* » chez le partenaire « *puisque nous travaillons avec des personnes d'autres religions* » mais elles portent « *le sens de l'homme et défendent un projet sociétal et éthique* ». De ce point de vue, entre quarante et cinquante pour cent des « partenaires » sont « officiellement liés à l'Eglise catholique » ; d'autres « sans être d'Eglise sont proches d'elle » ; d'autres enfin « ne sont pas d'Eglise ou appartiennent à d'autres confessions ». (Guy Aurenche, président de 2009 à 2017; interview à « *La Croix* », 2011)

1994



2010



Illustration : Martin Hargreaves - L'Une des C&O

*Ceci n'est pas une enfant des rues de São Paulo.
C'est une jeune femme qui a créé une coopérative.*

Le Sud mérite mieux que nos clichés.
Donnez votre confiance en soutenant les projets nés là-bas.

ccfd-terresolidaire.org



Une pleine reconnaissance

Une vision partagée, une confiance mutuelle et une profession d'égalité dans la relation de travail donnent au partenariat une consistance et une saveur appréciée des deux côtés...

Pour autant, cela suffit-il à modifier nos représentations courantes ? Pas si sûr ! C'est bien en nous interrogeant sur nos préjugés ou nos *a priori* que la campagne **2010-2011** intitulée « **le Sud mérite mieux que nos clichés** » nous invite à changer de regard.

Sur un fond coloré, sans décor d'aucune sorte, les posters présentent un ou des personnages, fermement dessinés dans des tons pastels. Sous l'image, deux lignes d'énoncé en lettres cursives, rondes et harmonieuses : « *ceci n'est pas une enfant des rues de Sao Paulo / C'est une jeune femme qui a créé une coopérative* ». Ou encore, cette autre jeune femme aux pieds nus modestement vêtue qui tient un enfant par la main « *n'est pas une mère dans la détresse* »; détrompez-vous : « *c'est une femme qui alphabétise les enfants de Bogota* ».

La série d'affiches joue d'abord de l'apparence : le physique, les vêtements, l'allure ; bref cette première perception de l'autre à partir de laquelle nous inférons souvent des qualifications mentales, culturelles ou sociales. Autrement dit, nous construisons des stéréotypes, qui, lorsqu'ils s'appliquent à des populations lointaines, s'organisent volontiers à partir d'oppositions simples : aisance/pauvreté, modernité/archaïsme, mais aussi : initiative/passivité, autonomie/dépendance, esprit d'entreprise /résignation.

Les dessins ne visent pas simplement à « décrire » : ils ramassent des indices visuels (robes fatiguées, T-shirts un peu avachis, absence de chaussures, caractéristiques physiques...) qui renvoient délibérément à des clichés ethniques et à des images reçues de la pauvreté, encore relayés par la première ligne du texte (« mère dans la détresse », « enfant des rues »...). En fait, les affiches –qui s'adressent à un large public- tendent aux lecteurs une sorte de miroir.

Au-delà du clin d'œil à un célèbre tableau de Magritte (« ceci n'est pas une pipe »), l'opposition du « ceci » et du « c'est » a aussi une signification. Dans beaucoup de langues les pronoms personnels, les démonstratifs spatiaux et les adverbes de localisation sont étroitement liés. Ce qu'on pourrait résumer ainsi (à la manière du géographe américain Yi-Fu Tuan): « je suis toujours *ici*.../ vous êtes *là* / il est *là-bas*. Ce qui est *là* et *là-bas*, je l'appelle *ceci* (cela) »...

Ces façons de dire seraient presque innocentes si les termes ne véhiculaient aucune « charge émotionnelle ». Ce qui n'est évidemment pas le cas, notamment quand les mots croisent une autre distinction «reconnue par tous les peuples», entre : « nous » (qui sommes ici, belle engeance d'hommes proches les uns des autres) et « eux » (« ils » sont « là-bas », différents et lointains, et relèvent du « ceci »). Dans le même esprit, sur l'affiche, «*ceci*» « éloigne, chosifie, et sonne presque comme un « ça » ; «*c'est* » renvoie au contraire à l'être et à une personne.

La dernière phrase renverse donc la perspective : elle prend à contre-pied les représentations courantes ou trop hâtives. Nous percevons encore la pauvreté comme un manque, ce qu'elle est à certains égards ; mais, dit l'affiche, elle n'est pas synonyme de manque d'idées, d'initiatives, de compétence ou de courage ! L'habit ne fait pas le moine ...au-delà de nos oripeaux et de la distance culturelle, nous partageons une commune humanité et une même dignité.

Pour que la campagne "fonctionne" il faut bien entendu que le lecteur aille au-delà de sa première impression; le message se brouille si les images sont reçues comme désolantes

sans accéder au "deuxième degré" (L'image est alors interprétée comme une représentation misérabiliste de la réalité et non pas comme une mise en scène des préjugés).



Le partenaire c'est donc un semblable capable d'entreprendre et de créer son propre avenir au sein d'une société qui est la sienne.

En soulignant cette dignité et cette capacité, la série d'affiches se situe dans le droit fil de la promotion de l'accès aux droits fondamentaux, qui conduit à « favoriser l'émergence d'acteurs de transformation sociale capable de revendiquer ces droits ». Cette « approche par les droits » procure en outre « un but commun et partageable » qui « facilite la construction de l'égalité entre partenaires différents ». Elle permet aussi « de dépasser la difficulté du double héritage inégalitaire des relations Nord-Sud dont nos organisations de solidarité occidentales essaient de s'extirper : le passé colonial et ses prolongements dans le présent d'une part, le caritatif compassionnel ou condescendant d'autre part » (B. Salamand, président du CRID).

La série d'affiches « ceci : c'est » tient la balance égale entre hommes et femmes , à raison de deux affiches chacun. Retenir ici les deux exemples féminins est une manière de souligner l'importance accordée par le CCFD-Terre Solidaire à la promotion féminine. Près de la moitié des partenariats « sont menés, par pour ou avec des femmes ».